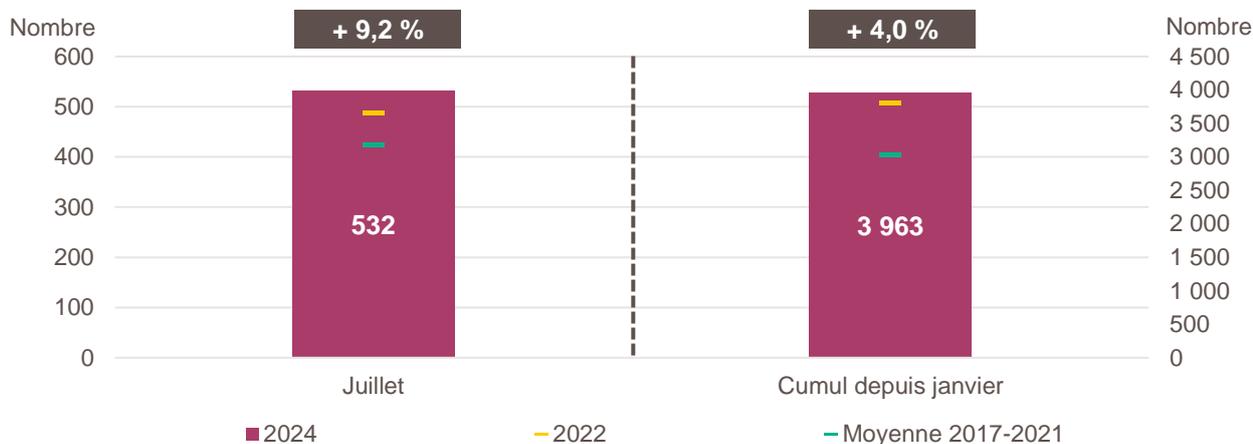


Avertissement : les données mensuelles sur la création d'entreprise en France n'étant pas disponibles pour l'année 2023 (effet de bord du changement de mode d'enregistrement des nouvelles immatriculations), **les évolutions 2024 seront exceptionnellement calculées par rapport à l'année 2022.**

Pour en savoir plus : documentation de l'Insee

Création d'entreprise en Corse en juillet 2024 et cumul depuis le début de l'année



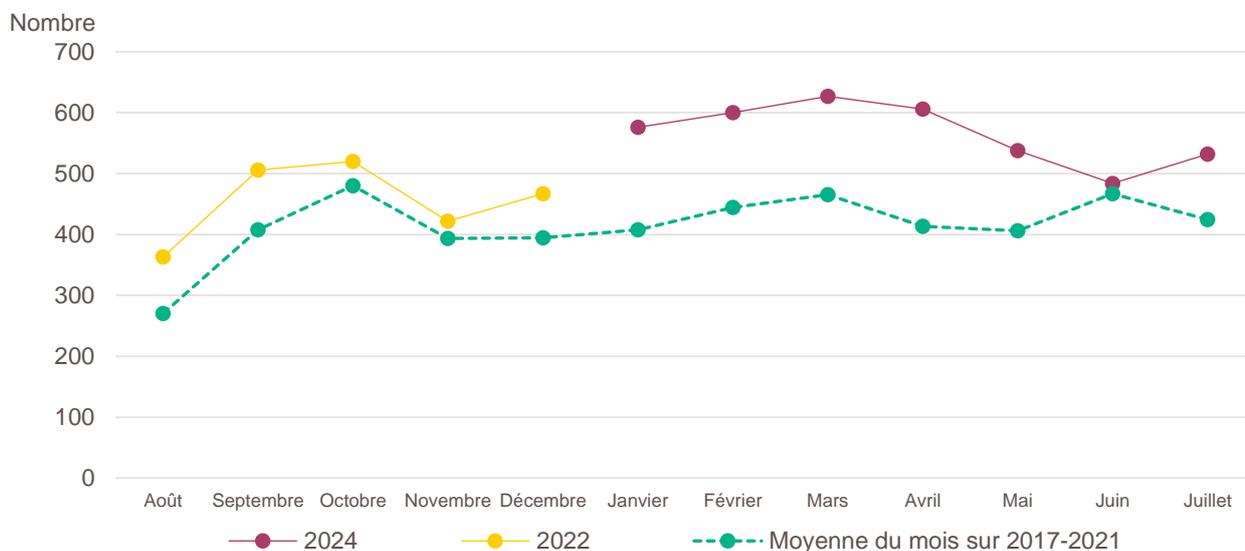
Lecture de la partie gauche : en juillet 2024, 532 entreprises ont été créées en Corse, soit + 9,2 % par rapport aux 487 de juillet 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises est de 424 pour le mois de juillet sur la période couvrant les années 2017 à 2021 (marque verte).

Lecture de la partie droite : le nombre cumulé de créations depuis le début de l'année 2024 s'élève à 3 963, soit + 4 % par rapport aux 3 809 de janvier à juillet 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises entre janvier et juillet sur la période couvrant les années 2017 à 2021 est de 3 029 (marque verte).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise en Corse sur douze mois glissants



Lecture : en août 2022, 363 entreprises ont été créées en Corse et 270 en moyenne pour les mois de août 2017 à 2021.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon le secteur d'activité

Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2022-2024 %	Évolution janvier à juillet 2022-2024 %
Activités secondaires	100	73,0	- 2,0	+ 4,2
Industrie	43	83,7	+ 13,2	+ 10,9
Construction	57	64,9	- 10,9	+ 0,6
Activités de type commerce	180	62,8	+ 12,5	+ 6,8
Commerce de détail	50	56,0	+ 35,1	+ 23,8
Commerce de gros	12	25,0	- 36,8	- 23,2
Commerce de bouche ^a	1	0,0	+ 0,0	+ 33,3
Commerce et réparation automobiles	9	55,6	- 25,0	+ 19,5
Hébergement	9	22,2	- 64,0	- 32,8
Restauration	38	63,2	+ 40,7	+ 21,2
Services en direction des personnes	61	83,6	+ 56,4	+ 4,3
Activités de type services	252	58,7	+ 12,0	+ 2,3
Immobilier	25	28,0	+ 108,3	- 11,9
Transports et entreposage	8	100,0	- 46,7	- 14,8
Activités scientifiques et techniques	52	55,8	+ 62,5	+ 7,9
Activités de soutien aux entreprises	71	81,7	- 12,3	+ 9,8
Information et communication	12	75,0	- 14,3	- 10,3
Enseignement	13	84,6	+ 0,0	- 12,1
Arts, spectacles et activités récréatives	21	71,4	+ 31,3	+ 61,2
Santé humaine et action sociale ^b	35	31,4	+ 40,0	- 14,4
Activités financières et d'assurance	15	0,0	- 11,8	- 4,2
<i>Activités des sociétés holding</i>	8	0,0	+ 33,3	- 23,4
Total Corse	532	62,8	+ 9,2	+ 4,0

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en juillet 2024, 43 entreprises ont été créées en Corse dans l'industrie (dont 83,7 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 13,2 % par rapport à juillet 2022 et un nombre cumulé sur janvier-juillet 2024 en hausse de + 10,9 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2022.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

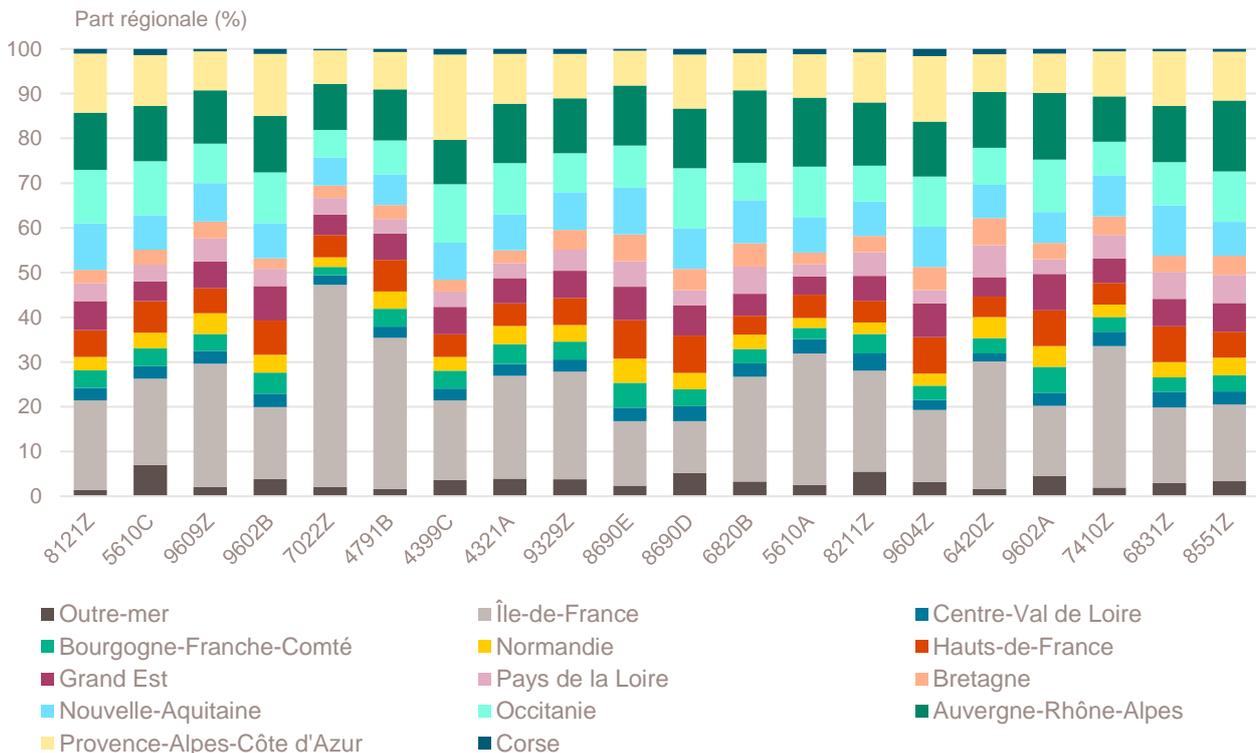
Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en Corse

Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2022-2024 %
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	41	90,2	- 19,6
5610C-Restauration de type rapide	23	78,3	+ 64,3
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	22	77,3	+ 37,5
9602B-Soins de beauté	17	94,1	+ 54,5
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	16	56,3	+ 60,0
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	14	78,6	+ 55,6
4399C-Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	13	46,2	- 18,8
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	13	84,6	+ 44,4
9329Z-Autres activités récréatives et de loisirs	12	91,7	+ 33,3
8690E-Activités des professionnels de la réeduc., appareillage et pédi.-podo.	12	16,7	+ 300,0
8690D-Activités des infirmiers et des sages-femmes	10	0,0	- 28,6
6820B-Location de terrains et d'autres biens immobiliers	10	10,0	+ 150,0
5610A-Restauration traditionnelle	10	20,0	+ 25,0
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	9	55,6	+ 28,6
9604Z-Entretien corporel	9	100,0	+ 50,0
6420Z-Activités des sociétés holding	8	0,0	+ 33,3
9602A-Coiffure	8	75,0	+ 300,0
7410Z-Activités spécialisées de design	7	57,1	+ 75,0
6831Z-Agences immobilières	7	85,7	+ 75,0
8551Z-Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs	7	85,7	+ 0,0

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, juillet 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de croissance du nombre de créations d'entreprises

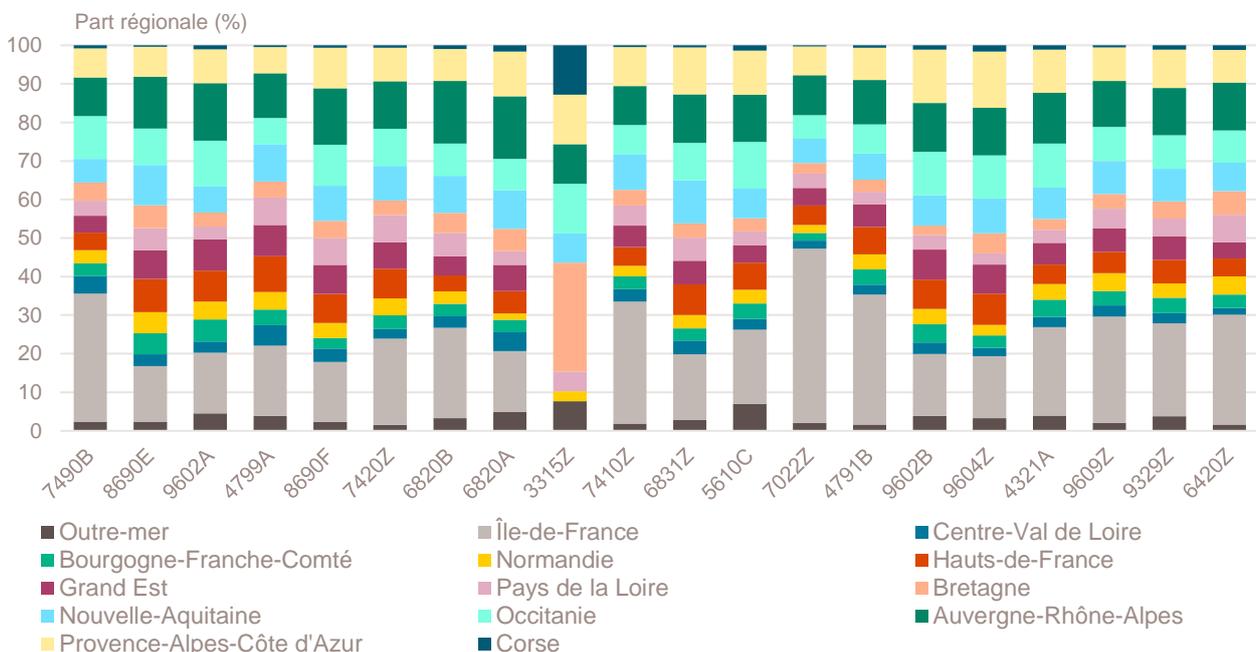
Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2022-2024 %
7490B-Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	5	80,0	+ 400,0
8690E-Activités des professionnels de la rééduc., appareillage et pédi.-podo.	12	16,7	+ 300,0
9602A-Coiffure	8	75,0	+ 300,0
4799A-Vente à domicile	6	50,0	+ 200,0
8690F-Activités de santé humaine non classées ailleurs	5	100,0	+ 150,0
7420Z-Activités photographiques	5	100,0	+ 150,0
6820B-Location de terrains et d'autres biens immobiliers	10	10,0	+ 150,0
6820A-Location de logements	5	0,0	+ 150,0
3315Z-Réparation et maintenance navale	5	100,0	+ 150,0
7410Z-Activités spécialisées de design	7	57,1	+ 75,0
6831Z-Agences immobilières	7	85,7	+ 75,0
5610C-Restauration de type rapide	23	78,3	+ 64,3
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	16	56,3	+ 60,0
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	14	78,6	+ 55,6
9602B-Soins de beauté	17	94,1	+ 54,5
9604Z-Entretien corporel	9	100,0	+ 50,0
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	13	84,6	+ 44,4
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	22	77,3	+ 37,5
9329Z-Autres activités récréatives et de loisirs	12	91,7	+ 33,3
6420Z-Activités des sociétés holding	8	0,0	+ 33,3

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 4 créations d'entreprises en Corse).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, juillet 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 5 des activités en termes de décroissance du nombre de créations d'entreprises

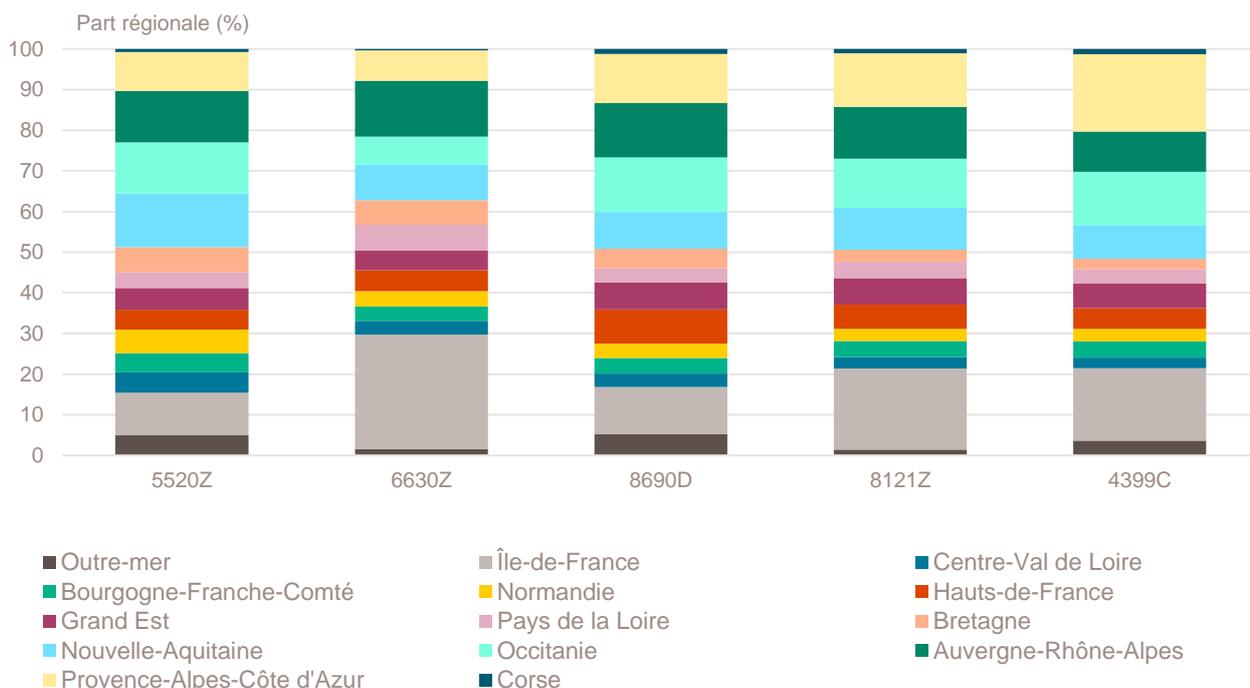
Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2022-2024 %
5520Z-Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	5	40,0	- 37,5
6630Z-Gestion de fonds	6	0,0	- 33,3
8690D-Activités des infirmiers et des sages-femmes	10	0,0	- 28,6
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	41	90,2	- 19,6
4399C-Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	13	46,2	- 18,8

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 4 créations d'entreprises en Corse).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 5, juillet 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon la nature juridique

Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution juillet 2022-2024 %	Évolution janvier à juillet 2022-2024 %
Entreprises individuelles	380	71,4	+ 9,2	+ 8,2
Micro-entrepreneurs	334	62,8	+ 12,1	+ 13,4
Entreprises individuelles classiques	46	8,6	- 8,0	- 21,1
Sociétés	152	28,6	+ 9,4	- 5,2
SARL & EURL	32	6,0	+ 23,1	- 6,5
SAS & SASU	109	20,5	+ 5,8	- 5,7
SCI	0	0,0	---	+ 0,0
Autres ^a	11	2,1	+ 10,0	+ 3,8
Total Corse	532	100,0	+ 9,2	+ 4,0

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon leur implantation rurale ou urbaine

Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution juillet 2022-2024 %	Évolution janvier à juillet 2022-2024 %
Rurale éloignée très peu dense	39	7,3	- 9,3	+ 3,3
Rurale éloignée peu dense	91	17,1	+ 21,3	+ 6,6
Rurale périphérique très peu dense	11	2,1	- 26,7	- 3,3
Rurale périphérique peu dense	53	10,0	- 10,2	+ 2,4
Bourg	97	18,2	+ 3,2	+ 0,4
Petite ville	0	0,0	---	---
Urbaine périphérique peu dense	41	7,7	+ 10,8	+ 6,0
Urbaine dense	200	37,6	+ 22,0	+ 6,0
Urbaine très dense	0	0,0	---	---
Total Corse	532	100,0	+ 9,2	+ 4,0

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), IGN 2019, MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse dans les territoires aidés

Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution juillet 2022-2024 %	Évolution janvier à juillet 2022-2024 %
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	254	47,7	- 2,3	+ 2,6
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	532	100,0	+ 9,2	+ 4,0
Petites villes de demain (PVD)	80	15,0	- 12,1	- 5,9
Actions cœur de ville (ACV)	145	27,3	+ 20,8	+ 2,2

Note de lecture : de par leur implantation, certaines entreprises créées ne relèvent pas que d'un seul type de territoire aidé.

La somme des créations dans tous les territoires fragiles n'est donc pas indiquée ici

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en France selon la région et le département d'implantation

Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2022-2024 %	Évolution janvier à juillet 2022-2024 %
Auvergne-Rhône-Alpes	11 106	62,4	+ 16,2	+ 7,1
01 - Ain	774	64,0	+ 18,0	+ 10,6
03 - Allier	340	55,0	+ 4,0	+ 12,8
07 - Ardèche	380	62,9	+ 7,0	+ 0,3
15 - Cantal	130	55,4	+ 26,2	+ 15,2
26 - Drôme	663	61,5	+ 26,3	+ 7,2
38 - Isère	1 682	65,2	+ 18,8	+ 8,0
42 - Loire	915	57,8	+ 21,2	+ 6,7
43 - Haute-Loire	241	50,2	- 1,2	+ 7,3
63 - Puy-de-Dôme	761	59,8	+ 5,7	+ 0,5
69 - Rhône	3 363	63,8	+ 15,3	+ 6,0
73 - Savoie	673	64,2	+ 20,2	+ 6,8
74 - Haute-Savoie	1 184	62,9	+ 20,8	+ 11,3
Bourgogne-Franche-Comté	3 328	61,4	+ 33,4	+ 11,6
21 - Côte-d'Or	706	58,4	+ 26,8	+ 8,7
25 - Doubs	709	57,5	+ 44,7	+ 11,8
39 - Jura	282	58,2	+ 13,3	+ 8,8
58 - Nièvre	214	65,9	+ 52,9	+ 16,8
70 - Haute-Saône	213	62,0	+ 12,1	+ 4,9
71 - Saône-et-Loire	643	64,7	+ 47,5	+ 11,1
89 - Yonne	406	63,1	+ 28,1	+ 20,2
90 - Territoire-de-Belfort	155	74,8	+ 33,6	+ 14,3
Bretagne	3 514	55,5	+ 16,2	+ 7,8
22 - Côtes-d'Armor	579	54,9	+ 8,6	+ 12,7
29 - Finistère	858	57,5	+ 17,9	+ 9,2
35 - Ille-et-Vilaine	1 275	55,8	+ 17,5	+ 5,5
56 - Morbihan	802	53,5	+ 18,3	+ 6,7
Centre-Val de Loire	2 672	62,9	+ 18,4	+ 5,8
18 - Cher	229	61,1	+ 1,8	- 2,9
28 - Eure-et-Loir	435	69,4	+ 23,9	+ 10,3
36 - Indre	183	57,9	+ 10,9	+ 12,5
37 - Indre-et-Loire	695	61,4	+ 10,5	+ 0,8
41 - Loir-et-Cher	293	62,1	+ 1,7	+ 4,3
45 - Loiret	837	62,6	+ 39,7	+ 10,3
Corse	532	62,8	+ 9,2	+ 4,0
2A - Corse-du-Sud	286	63,3	+ 14,9	+ 2,2
2B - Haute-corse	246	62,2	+ 3,4	+ 6,2
Grand Est	5 631	65,5	+ 15,0	+ 8,8
08 - Ardennes	230	66,5	+ 30,7	+ 5,1
10 - Aube	249	64,3	- 21,9	+ 1,4
51 - Marne	675	62,1	+ 9,2	+ 7,8
52 - Haute-Marne	138	61,6	+ 31,4	+ 5,7
54 - Meurthe-et-Moselle	726	64,9	+ 20,0	+ 14,8
55 - Meuse	150	69,3	+ 53,1	+ 20,4
57 - Moselle	1 040	69,1	+ 27,0	+ 11,9
67 - Bas-Rhin	1 314	63,1	+ 11,4	+ 4,1
68 - Haut-Rhin	763	68,0	+ 13,7	+ 10,9
88 - Vosges	346	65,9	+ 12,7	+ 10,4

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2022-2024 %	Évolution janvier à juillet 2022-2024 %
Hauts-de-France	5 852	64,2	+ 10,7	+ 7,7
02 - Aisne	414	67,4	+ 25,5	+ 19,5
59 - Nord	2 827	63,2	+ 4,7	+ 5,8
60 - Oise	964	68,5	+ 25,2	+ 11,4
62 - Pas-de-Calais	1 132	62,8	+ 9,5	+ 8,7
80 - Somme	515	61,6	+ 13,7	+ 1,3
Île-de-France	25 200	60,5	+ 17,3	+ 15,7
75 - Paris	8 138	50,2	+ 20,8	+ 17,7
77 - Seine-et-Marne	1 989	66,9	+ 8,4	+ 11,4
78 - Yvelines	2 195	66,7	+ 19,7	+ 11,8
91 - Essonne	1 868	67,4	+ 11,1	+ 11,4
92 - Hauts-de-Seine	2 970	61,8	+ 10,5	+ 12,1
93 - Seine-Saint-Denis	3 443	66,1	+ 28,1	+ 23,4
94 - Val-de-Marne	2 543	64,6	+ 20,6	+ 16,0
95 - Val-d'Oise	2 054	66,0	+ 7,0	+ 13,2
Normandie	3 289	61,8	+ 20,8	+ 9,2
14 - Calvados	813	59,8	+ 16,6	+ 8,7
27 - Eure	561	66,3	+ 22,8	+ 5,5
50 - Manche	422	57,1	+ 21,3	+ 18,7
61 - Orne	241	59,8	+ 13,7	+ 14,1
76 - Seine-Maritime	1 252	63,0	+ 24,2	+ 7,5
Nouvelle-Aquitaine	7 532	63,3	+ 12,2	+ 3,5
16 - Charente	341	63,9	+ 15,2	+ 7,8
17 - Charente-Maritime	783	64,4	+ 7,0	+ 1,1
19 - Corrèze	197	52,8	- 11,7	+ 1,4
23 - Creuse	99	60,6	+ 22,2	+ 15,3
24 - Dordogne	491	64,8	+ 23,7	+ 1,8
33 - Gironde	2 893	65,7	+ 23,8	+ 5,4
40 - Landes	517	63,4	+ 10,0	+ 8,7
47 - Lot-et-Garonne	306	64,1	+ 3,7	+ 2,5
64 - Pyrénées-Atlantiques	881	63,8	+ 3,6	- 3,6
79 - Deux-Sèvres	316	51,9	+ 8,2	+ 4,6
86 - Vienne	402	58,5	- 1,0	- 3,3
87 - Haute-Vienne	306	56,5	- 8,9	+ 8,9
Occitanie	8 505	63,9	+ 16,8	+ 7,3
09 - Ariège	196	73,0	+ 24,8	+ 2,9
11 - Aude	512	71,5	+ 14,8	+ 7,1
12 - Aveyron	267	52,8	+ 3,1	+ 6,2
30 - Gard	942	65,4	+ 9,3	+ 6,9
31 - Haute-Garonne	2 277	64,4	+ 17,8	+ 11,2
32 - Gers	202	63,9	+ 14,1	+ 0,3
34 - Hérault	2 186	61,6	+ 24,4	+ 6,6
46 - Lot	196	66,3	+ 18,1	+ 6,4
48 - Lozère	76	53,9	+ 33,3	+ 12,0
65 - Hautes-Pyrénées	266	63,2	+ 32,3	+ 2,6
66 - Pyrénées-Orientales	665	63,9	+ 15,1	+ 7,5
81 - Tarn	442	66,3	+ 9,7	+ 5,0
82 - Tarn-et-Garonne	278	61,9	- 3,1	+ 0,8

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2022-2024 %	Évolution janvier à juillet 2022-2024 %
Pays de la Loire	4 171	60,0	+ 8,8	+ 6,1
44 - Loire-Atlantique	1 825	59,7	+ 9,9	+ 1,9
49 - Maine-et-Loire	868	58,9	+ 7,3	+ 8,5
53 - Mayenne	241	59,8	- 2,0	+ 10,1
72 - Sarthe	533	64,7	+ 18,7	+ 17,8
85 - Vendée	704	58,5	+ 5,1	+ 4,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 720	64,1	+ 1,0	- 1,8
04 - Alpes-de-Haute-Provence	198	62,6	+ 1,5	- 6,5
05 - Hautes-Alpes	169	72,2	- 26,2	- 9,2
06 - Alpes-Maritimes	2 376	63,3	+ 11,9	- 1,1
13 - Bouches-du-Rhône	3 421	61,7	- 5,1	- 5,4
83 - Var	1 747	67,3	+ 3,2	+ 0,6
84 - Vaucluse	809	68,0	+ 2,4	+ 10,0
France métrop. hors Île-de-France	64 852	62,8	+ 13,4	+ 5,7
France métropolitaine	90 052	62,1	+ 14,4	+ 8,4
France d'outre-mer	2 877	50,4	- 0,5	- 1,5
971 - Guadeloupe	699	54,4	+ 16,3	+ 3,3
972 - Martinique	725	36,0	- 15,0	- 10,7
973 - Guyane	244	55,3	- 14,4	+ 8,0
974 - La Réunion	1 064	58,0	+ 5,2	+ 1,7
976 - Mayotte	145	39,3	+ 2,8	- 15,5
France entière	92 929	61,8	+ 13,9	+ 8,1

Lecture : en juillet 2024, 4 171 entreprises ont été créées en Pays de la Loire (dont 60 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 8,8 % par rapport à juillet 2023. Le nombre cumulé de créations dans la région sur janvier-juillet 2024 a augmenté de + 6,1 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2023.

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), tous deux mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; la base du CGET pour les communes en ZRR et la base de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'éducation nationale pour la typologie de communes.

➔ [Pour les données corrigées, voir le site de l'Insee.](#)

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intégrant au fur et à mesure ces révisions, les données peuvent alors être différentes d'une publication à l'autre pour les trois mois les plus récents.

Les résultats statistiques présentés portent, à compter de 2022, sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la Corse.

➔ [Pour en savoir plus sur le dispositif rénové de calcul des créations, voir le site de l'Insee.](#)

Calculs

Sur les 732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart comptent peu ou prou de créations d'entreprises dans chaque territoire. Pour éviter que ces secteurs ne biaisent les calculs, seuls sont pris en compte ceux qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3^e quartile du mois analysé.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Pour les **micro-entrepreneurs** (ex-auto-entrepreneurs), les créations ne sont pas dénombrées selon le concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. Par ailleurs, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur. Sont définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié.

➔ [Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. Le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquelles l'État et les collectivités locales ont pu allouer, entre 2014 et 2020, des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme **Petites villes de demain** (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour élaborer et mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme **Action cœur de ville** (ACV) vise à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Une **typologie des communes en neuf catégories** a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, jusqu'ici utilisée, surtout pour décrire les zones rurales.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 10/09/2024.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Corse, chiffres de juillet 2024. Bpifrance Création, septembre 2024 ».

Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.